



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
1^{er} mars 2013
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 3 d) de l'ordre du jour provisoire

Évaluation de la mise en œuvre au moyen des indicateurs de résultats adoptés à titre provisoire

**Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports
des pays parties touchés et des pays parties développés, des entités
sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies,
des organisations intergouvernementales et du Fonds pour
l'environnement mondial, ainsi que des informations
émanant du Mécanisme mondial, au sujet de
l'objectif opérationnel 4 de la Stratégie**

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays parties développés, des entités sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 4 de la Stratégie

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et d'autres entités concernées au sujet de l'objectif opérationnel 4 de la Stratégie: renforcement des capacités. Il contient des mises à jour relatives à l'indicateur de résultats pertinent aux plans mondial, régional et sous-régional et identifie l'évolution possible vers la réalisation de l'objectif fixé pour cet indicateur.

Dans le document sont proposées aussi un certain nombre de recommandations à examiner par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention («le Comité») au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités visant à atteindre cet objectif.

Des considérations relatives au processus de notification, y compris l'amélioration éventuelle de l'ensemble des indicateurs de résultats et des méthodologies connexes, figurent dans le document ICCD/CRIC(11)/15 qui nourrit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-13 des résultats 4.1 et 4.2.....	6–51	4
A. Analyse au plan mondial	6–18	4
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	19–45	6
C. Pays parties développés.....	46–50	10
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	51	10
III. Conclusions.....	52–56	11
IV. Recommandations.....	57	11
Annexe		
I. Tables and figures relating to the performance indicator under operational objective 4		13

I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 4 (OO 4) de la Stratégie: renforcement des capacités¹.

2. La section A du chapitre II ci-dessous examine la situation relative au CONS-O-13, le seul indicateur de résultats pour cet objectif opérationnel, au plan mondial, en se fondant sur les informations fournies par les pays parties touchés et les pays parties développés. Ni les institutions des Nations Unies ni les organisations intergouvernementales n'ont présenté de rapports au cours de la période 2012-2013. Les sections B, C et D du chapitre II contiennent des renseignements plus détaillés sur l'analyse sous-régionale et régionale pour les pays parties touchés et pour les pays parties développés. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) n'a pas communiqué d'informations sur cet objectif opérationnel. Une analyse supplémentaire a été exécutée sur les données soumises pour les deux périodes 2008-2009 et 2010-2011, afin de faire apparaître les progrès réalisés en vue d'atteindre l'objectif fixé pour cet indicateur, ainsi que les tendances correspondantes et la probabilité d'y parvenir.

3. Bien que 71 pays parties touchés aient communiqué des informations au cours de la période de notification et d'examen considérée, certaines évaluations sous-régionales et régionales n'ont qu'une signification limitée en raison du faible nombre de rapports reçus pour certaines sous-régions (comme l'Afrique de l'Est, l'Asie de l'Est, le Pacifique et les Caraïbes) et pour une région (la Méditerranée septentrionale). Les mêmes réserves peuvent être formulées au sujet des informations envoyées par les pays parties développés puisque neuf rapports seulement ont pu être inclus dans cette première analyse. Le cas échéant, les réserves émises à propos des évaluations en raison d'une couverture limitée et du manque d'exhaustivité des informations reçues sont signalées dans les sections pertinentes.

4. Étant donné que l'indicateur ne peut faire l'objet d'erreurs de mesure, les contrôles de qualité ont porté seulement sur la cohérence/fiabilité et la crédibilité². L'épreuve de cohérence et de fiabilité a montré que certains pays ayant communiqué des données pour les deux périodes ont signalé des variations du nombre d'initiatives qui ne semblent guère vraisemblables. Le nombre des initiatives signalées variait également: certains pays ont indiqué un si grand nombre d'initiatives en cours que – d'un point de vue purement statistique – cela jette un doute sur leur qualité de même que sur leur crédibilité. Sept rapports indiquaient un nombre total d'initiatives très élevé ce qui donne à penser que différentes méthodes peuvent avoir été appliquées pour établir cette information. Ces rapports faisaient partie des données analysées pour 2010-2011 et il a aussi été tenu compte pour l'analyse des données de la période 2008-2009. Toutefois, puisque l'objectif associé à cet indicateur porte sur l'existence d'initiatives en matière de renforcement des capacités plutôt que sur leur nombre, ces valeurs statistiques aberrantes n'ont pas de répercussions sur l'exactitude des calculs touchant la réalisation de cet objectif.

5. Les conclusions d'ensemble sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif OO 4 sont présentées au chapitre III. Des recommandations ont été formulées pour examen par le Comité au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités en vue d'obtenir les résultats fixés pour cet objectif opérationnel. Suivant un cadre axé sur les résultats, le Comité souhaitera peut-être formuler des orientations concrètes destinées

¹ Voir la décision 3/COP.8 contenue dans le document ICCD/COP(8)/16/Add.1.

² La Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO/ESS) a aidé à évaluer la qualité des données dans le cadre de l'accord interinstitutions UNJP/GLO/451/CCD.

aux Parties, aux institutions liées à la Convention et à leurs organes subsidiaires ainsi qu'aux organisations pertinentes, ce qui permettra d'assurer le suivi des recommandations ciblées qui seront soumises à la Conférence des Parties pour examen.

II. Indicateur de résultats CONS-O-13 des résultats 4.1 et 4.2

Nombre de pays et d'entités sous-régionales et régionales (entités communiquant des informations) ayant entrepris de renforcer leur capacité de lutte contre la DDTS sur la base d'une auto-évaluation de la capacité nationale ou d'autres méthodes et instruments.

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre d'initiatives en matière de renforcement des capacités liées à la lutte contre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) (voir annexe, tableaux 1, 2 et 3 et figures 1 et 2)

6. Un grand nombre d'initiatives en matière de renforcement des capacités ont été menées dans le monde aussi bien en 2010 qu'en 2011. Plus de 2 500 initiatives résultant d'une auto-évaluation nationale des capacités ont été comptabilisées en 2010 et près de 2 700 en 2011; s'agissant des autres initiatives, plus de 4 500 ont été menées en 2010 et 4 300 en 2011. Ces chiffres sont encore plus impressionnants si l'on tient compte du fait que les Parties étaient priées de ne signaler que les programmes et les projets ayant pour principal objectif le renforcement des capacités liées à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse.

7. Il est intéressant de noter que le nombre des initiatives résultant d'une auto-évaluation nationale des capacités a augmenté d'une année à l'autre alors que celui des autres initiatives a diminué. Pourtant, les initiatives ne résultant pas d'une auto-évaluation nationale des capacités étaient sensiblement plus nombreuses que les autres. Ce point est important car selon l'indication des pays l'auto-évaluation nationale des capacités est de loin la méthode la plus fréquemment utilisée pour évaluer les besoins en matière de renforcement des capacités (les pays ayant signalé qu'ils utilisaient l'auto-évaluation nationale des capacités étaient 3,5 fois plus nombreux que ceux qui utilisent une autre méthode). Cela pourrait être dû en partie au fait que les pays développés ont indiqué qu'ils ne finançaient que deux initiatives découlant d'une auto-évaluation nationale des capacités pour près de 100 autres initiatives. En dépit du caractère fragmentaire des informations fournies (huit pays parties développés ont répondu à cette question), il paraît clair que les initiatives qui ne découlent pas de l'auto-évaluation nationale des capacités bénéficient d'une aide beaucoup plus importante.

8. Cinquante-six des 71 pays parties touchés qui ont présenté des rapports ont répondu à la question concernant le nombre d'initiatives de renforcement des capacités liées à la lutte contre la DDTS. Il pourrait y avoir des différences dans la méthodologie utilisée car l'écrasante majorité des initiatives a été signalée par sept pays (quatre en Afrique et trois en Asie). En outre, huit pays ont indiqué qu'ils n'avaient mené aucune initiative au cours de cette période biennale.

9. La plupart des pays ayant répondu à la question (47 sur 62, soit 75 %) a déclaré qu'ils évaluaient leurs besoins en matière de renforcement des capacités. Neuf pays seulement (15 %) ont indiqué qu'ils n'évaluaient pas leurs besoins et 6 (10 %) que ce processus était en cours. Ces chiffres correspondent en très grande partie aux réponses données à la question concernant le nombre d'initiatives et confirment le fait que les pays

parties touchés sont extrêmement conscients de l'importance des activités de renforcement des capacités en matière de lutte contre la DDTS.

10. L'auto-évaluation nationale des capacités est la méthode la plus utilisée pour procéder à l'évaluation: 35 pays ont déclaré l'avoir utilisée, tandis que 10 employaient d'autres méthodes. Deux pays ont indiqué qu'ils procédaient à une évaluation mais sans préciser quelle méthode ils employaient.

11. La grande majorité (35 et 4 qui n'ont pas répondu) des 47 pays qui ont évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités ont également évalué les ressources nécessaires correspondantes. Toutefois, plus de la moitié d'entre eux n'ont pas inclus ces besoins de ressources dans un cadre d'investissement intégré (CII).

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif (voir annexe, tableau 4)

D'ici à 2014, au moins 90 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales concernées mettent en œuvre des plans, programmes ou projets spécifiques de renforcement des capacités liées à la DDTS.

12. Au cours de la dernière période de notification (2008-2009), 75 pays ont mené des initiatives de renforcement des capacités liées à la DDTS, ce qui représente 85 % des pays ayant répondu à la question. Au cours de la période 2010-2011, 47 pays soit 84 % des pays ayant répondu à la question menaient de telles initiatives. Si les réponses pour 2008-2009 et 2010-2011 sont réunies afin d'évaluer l'état actuel de réalisation de l'objectif, on constate que 91 pays ont déclaré au moins une initiative sur les 102 ayant répondu à la question au moins une fois au cours de ces deux périodes, soit 89 %: ainsi l'objectif aurait été presque atteint à la fin de 2011. Reste à savoir cependant quelle sera l'évolution au cours de la période biennale 2012-2013, mais on peut raisonnablement penser que cet objectif sera très probablement atteint d'ici à 2014.

13. Seuls 2 pays ayant répondu à cette question pour les deux périodes n'ont indiqué aucune initiative de renforcement des capacités entre 2008 et 2011: 1 pays d'Asie de l'Ouest et 1 autre d'Europe centrale et orientale. Sur les 42 pays ayant répondu les deux fois, 4 ont mené des initiatives pendant la période 2008-2009 mais aucune pendant la période 2010-2011 et 4 autres qui n'ont signalé aucune initiative de renforcement des capacités en 2008-2009 en ont lancé en 2010-2011. Comme il a été mentionné au paragraphe 8 ci-dessus, seuls 8 pays ayant répondu à la question en 2010-2011 n'avaient aucune initiative de renforcement des capacités pendant cette période.

14. Les chiffres ci-dessus montrent non seulement qu'un très grand nombre d'initiatives sont déjà en cours mais aussi qu'elles sont extrêmement durables, ce qui signifie que très probablement l'objectif sera atteint d'ici à 2014. Cependant: i) les deux pays qui n'avaient aucune initiative en 2008-2011 ont déclaré qu'ils ne prévoyaient pas d'en introduire; ii) 1 seul des 6 autres pays qui n'avaient pas d'initiatives en 2010-2011 a déclaré qu'il prévoyait d'en mettre en œuvre en 2012-2013; et iii) aucun de ces 8 pays ne figurait parmi ceux auxquels les pays parties développés prévoient de fournir un appui au cours de la période 2012-2013.

3. Évaluation qualitative (voir annexe, tableau 5 et figure 3)

Avez-vous bénéficié de l'assistance d'une ou plusieurs des institutions suivantes pour établir vos capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS?

15. Cinquante et un pays parties touchés ont dit avoir bénéficié d'une assistance pour le renforcement de leurs capacités de lutte contre la DDTS au cours de la période considérée. Il est intéressant de noter que sur ces 51 pays, 9 ont reçu les cinq formes d'aide (bilatérale, multilatérale, FEM, Mécanisme mondial et secrétariat), 6 ont reçu quatre formes d'aide, 14 trois formes d'aide, 12 deux formes d'aide et 10 une seule forme d'aide.

16. Le Fonds pour l'environnement mondial, avec les autres organismes multilatéraux, a été l'institution la plus active en la matière. Il a soutenu plus de la moitié des pays ayant soumis leurs rapports au cours du présent cycle.

17. Sur les 51 pays ayant indiqué avoir bénéficié d'une aide, 35 ont reçu à la fois une assistance technique et un appui financier, 8 un appui financier seulement et 8 une assistance technique seulement.

18. Malgré le caractère limité des informations fournies par les pays parties développés (seuls six d'entre eux ont répondu à la question) sur les pays, les sous-régions et les régions auxquels ils offraient une assistance, il est intéressant de comparer les chiffres obtenus à ceux qu'indiquent les pays touchés (voir annexe, tableau 25). Ces 6 pays parties développés ont signalé qu'ils apportaient une assistance à 24 pays parties, 4 sous-régions et 2 régions, tandis que 2 pays ont signalé qu'ils fournissaient un appui mondial. Par ailleurs, 25 pays touchés ont dit recevoir une assistance bilatérale. Un examen détaillé des données fait apparaître que, même incomplets, les ensembles de données des pays parties touchés correspondent dans une certaine mesure à ceux des pays parties développés. Par exemple, pour les pays de la sous-région qui étaient indiqués comme recevant la plus forte assistance bilatérale (Asie centrale) cette forme d'aide figurait en grande partie dans leurs rapports.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre d'initiatives de renforcement des capacités liées à la DDTS

a) Afrique (voir annexe, tableaux 6, 7 et 8 et fig. 4 et 5)

19. Sur les vingt-huit pays parties africains touchés ayant soumis leur rapport, 21 ont répondu à la question et signalé un nombre très élevé d'initiatives en matière de renforcement des capacités. Quatre ont répondu qu'ils n'avaient mené aucune initiative au cours de cette période. Les initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale des capacités étaient trois fois moins nombreuses que les autres. Dans certaines sous-régions (Afrique du Nord et Afrique australe) l'écart était remarquable. Toutefois, alors que le nombre d'initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale des capacités est resté stable en 2011 par rapport à 2010, le nombre des autres initiatives a baissé d'environ 10 %. Ce sont les pays d'Afrique de l'Ouest qui comptaient, de loin, le plus grand nombre d'initiatives des deux types. Ces données sont cependant sujettes à caution car 2 pays d'Afrique de l'Ouest, 1 d'Afrique du Nord et 1 d'Afrique australe ont signalé un nombre sensiblement plus élevé d'initiatives que les autres.

20. La plupart des pays africains ont déjà évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités (22 pays, soit 88 %), 4 pays (8 %) ont commencé à le faire et 1 pays (4 %) ne l'a pas encore fait.

21. Sur les 22 pays qui ont déjà évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités, une nette majorité (18 pays) a procédé au moyen de l'auto-évaluation nationale des capacités et seulement 4 autres ont utilisé d'autres méthodes. Un pays a déclaré qu'il évaluait ses besoins mais sans préciser par quelle méthode.

22. Il convient de noter que l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest, les sous-régions qui ont employé presque exclusivement l'auto-évaluation nationale des capacités, sont aussi les sous-régions ayant le plus grand nombre d'initiatives qui ne sont pas générées par cette auto-évaluation nationale.

23. Quarante-vingt-dix pour cent des pays (19 des 21 ayant répondu à la question) qui ont évalué leurs besoins de renforcement des capacités ont évalué aussi les ressources nécessaires pour répondre à ces besoins et 12 d'entre eux les ont intégrées dans un CII.

b) Asie (voir annexe, tableaux 9, 10 et 11 et fig. 6 et 7)

24. Sur les 21 pays parties d'Asie touchés ayant communiqué des informations, 18 ont répondu à cette question. Un seul n'avait mené aucune initiative au cours de la période considérée. Toutefois ces données sont sujettes à caution car 1 pays du Pacifique, 1 d'Asie de l'Ouest et 1 d'Asie du Sud ont indiqué un nombre sensiblement plus élevé d'initiatives que tous les autres pays. On a constaté une quasi-égalité des initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale des capacités et des autres initiatives et, tandis que le nombre des premières a augmenté légèrement en 2011 par rapport à 2010, il est resté inchangé pour les secondes.

25. Une grande majorité des pays (14 sur les 20 qui ont donné cette indication, soit 70 %) ont déclaré qu'ils évaluaient leurs besoins en matière de renforcement des capacités liées à la DDTs. Le processus est en cours dans 1 pays et les 5 autres ne l'ont pas encore fait.

26. Sur les 14 pays ayant évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités, 9 ont répondu qu'ils avaient utilisé l'auto-évaluation nationale des capacités et 5 qu'ils avaient eu recours à d'autres méthodes. Un autre pays a déclaré qu'il avait évalué ses besoins mais n'a pas précisé quelle méthode il avait utilisé.

27. Huit des 14 pays ayant évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités ont estimé les ressources qui leur étaient nécessaires, les 6 autres ne l'ont pas fait. Seulement deux pays ont intégré ces ressources dans un CII. Le fait que ces deux pays aient aussi notifié un nombre assez élevé d'initiatives témoigne en faveur de l'utilité du cadre d'investissement intégré.

c) Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 12, 13 et 14 et fig. 8 et 9)

28. Neuf des 11 pays concernés de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont répondu à la question. Un pays a signalé qu'il n'avait pas mené d'initiatives en matière de renforcement des capacités au cours de la période considérée et 2 seulement ont indiqué plus de cinq initiatives au cours d'une année. Cela explique les faibles chiffres enregistrés pour la région pendant cette période. En outre, contrairement à l'Afrique et à l'Asie, les initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale des capacités étaient de cinq à six fois plus nombreuses que les autres initiatives, les premières ayant augmenté de 35 % entre 2010 et 2011. En raison du nombre limité de pays appartenant à une sous-région qui ont communiqué des chiffres, il n'est pas possible de faire une analyse significative au niveau sous-régional.

29. Deux tiers (6 sur 9) des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant répondu à cette question ont évalué leurs besoins de renforcement des capacités au niveau national, 1 pays s'y emploie et 2 n'ont pas encore commencé. L'auto-évaluation nationale des capacités a été utilisée comme cadre d'évaluation par 5 pays; 1 pays a utilisé d'autres cadres.

30. Sur les 6 pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités, 5 ont estimé les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre et 1 n'a pas répondu à la question. Les 5 pays ont intégré leurs besoins de ressources dans un CII. Toutefois, il est intéressant de noter que 3 d'entre eux n'ont signalé qu'une ou deux initiatives de renforcement des capacités au cours de la période considérée.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 15)*

31. Trois des 4 pays de Méditerranée septentrionale qui ont présenté leur rapport ont répondu à la question. L'un d'eux a déclaré qu'il n'avait mené aucune initiative en matière de renforcement des capacités.

32. Un pays a répondu qu'il n'avait pas encore commencé à évaluer ses besoins dans ce domaine et 2 ont déclaré que le processus était en cours.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableaux 16, 17 et 18)*

33. Sur les 7 pays ayant communiqué un rapport, 3 ont répondu à cette question. L'un d'eux a déclaré qu'il n'avait pas d'initiatives en matière de renforcement des capacités. Dans les deux autres, le nombre des initiatives a augmenté entre 2010 et 2011 (passant de 49 à 95).

34. Les trois pays qui ont répondu ont évalué leurs besoins de renforcement des capacités, tous au moyen de l'auto-évaluation nationale.

35. Les 3 ayant évalué leurs besoins en matière de renforcement des capacités ont estimé aussi les ressources correspondantes nécessaires; 2 d'entre eux les ont intégrées dans un CII.

2. **Contribution nationale à la réalisation de l'objectif** (voir annexe, tableau 4)

D'ici à 2014, au moins 90 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales concernées mettent en œuvre des plans, programmes ou projets spécifiques de renforcement des capacités liées à la DDTS.

a) *Afrique*

36. Sur les 38 pays africains ayant répondu au moins une fois en 2008-2009 et 2010-2011 à la question concernant le nombre d'initiatives de renforcement des capacités, 36 ont indiqué qu'ils avaient mené au moins une initiative entre 2008 et 2011. Cela représente 95 % d'entre eux, valeur qui se situe donc au-dessus du seuil des 90 %. Si l'engagement actuel de ces pays se maintient au même niveau, le seuil sera donc facilement atteint en Afrique d'ici à 2014.

b) *Asie*

37. Sur les 28 pays asiatiques ayant répondu au moins une fois en 2008-2009 et 2010-2011 à la question sur le nombre d'initiatives de renforcement des capacités, 26 (soit 93 %) ont mené au moins une telle initiative entre 2008 et 2011. Ces chiffres indiquent une très bonne probabilité que le seuil de 90 % soit atteint en Asie d'ici à 2014.

c) *Amérique latine et Caraïbes*

38. Vingt pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont signalé au moins une initiative de renforcement des capacités entre 2008 et 2011 sur les 24 pays qui ont communiqué au moins une fois des données sur ce sujet. Cela correspond à 83 %, chiffre très proche du seuil des 90 %.

d) *Méditerranée septentrionale*

39. Quatre pays de Méditerranée septentrionale ont communiqué au moins une fois pour les deux périodes considérées des informations sur leurs initiatives en matière de renforcement des capacités, et 3 ont mené au moins une telle initiative. Cela représente 75 % mais, compte tenu du faible nombre de rapports reçus, ce pourcentage n'a qu'une signification limitée.

e) *Europe centrale et orientale*

40. Huit pays d'Europe centrale et orientale ont signalé des initiatives de renforcement des capacités pour l'une ou l'autre des deux périodes de notification et 6 d'entre eux ont déclaré avoir mené une telle initiative au cours de ces quatre ans. Bien que cela représente 75 %, ici encore les résultats sont sujets à caution en raison du nombre relativement faible de rapports reçus.

3. Évaluation quantitative

Avez-vous bénéficié de l'assistance de l'une des institutions suivantes lors de l'établissement de vos capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS?

a) *Afrique (voir annexe, tableau 19 et fig. 10)*

41. Vingt pays d'Afrique ont signalé avoir reçu une assistance pour le renforcement de leurs capacités. Le FEM en a assumé la plus grande part (18 pays sur 20) et d'autres institutions multilatérales ont été actives elles aussi (15 pays sur 20). La forme d'appui la plus courante (14 pays sur 20) comportait à la fois une assistance technique et une aide financière.

b) *Asie (voir annexe, tableau 20 et fig. 11)*

42. Dix-sept pays d'Asie ont déclaré avoir bénéficié d'une assistance des institutions pour leurs activités de renforcement des capacités. La situation en Asie est très semblable à celle de l'Afrique; le FEM et d'autres institutions multilatérales ont été les plus actifs. La proportion des pays recevant cette aide était elle aussi semblable à celle de l'Afrique. Dans 11 des 17 pays, elle a pris la forme d'une assistance technique accompagnée d'une aide financière.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 21 et fig. 12)*

43. S'agissant de l'assistance au renforcement des capacités fournie par diverses institutions aux pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, les données indiquent que les institutions multilatérales et le secrétariat ont été les plus actifs. Sur les 11 pays concernés, 10 ont répondu à la question. Huit d'entre eux ont reçu à la fois une assistance technique et une aide financière.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 22)*

44. Un pays de Méditerranée septentrionale, qui se trouve être un pays développé, a indiqué avoir obtenu une assistance à la fois technique et financière.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 23)*

45. Trois pays d'Europe centrale et orientale ont bénéficié d'une aide, l'un d'entre eux étant un pays développé qui a obtenu une assistance financière.

C. Pays parties développés

1. Nombre d'initiatives de renforcement des capacités de lutte contre la DDTS ayant bénéficié d'un appui (voir annexe, tableaux 24 et 25)

46. Les données communiquées par six pays parties développés montrent que ces pays ont soutenu 24 pays parties touchés, 4 sous-régions ensemble et 2 régions ensemble tandis que 2 pays parties développés ont déclaré qu'ils soutenaient des initiatives de renforcement des capacités dans le monde entier.

47. Vingt et un pays parties touchés, 4 sous-régions et 2 régions ont bénéficié de l'assistance d'un pays développé partie et 3 pays parties touchés ont été soutenus par 2 pays parties développés. Cette aide était concentrée sur l'Asie et l'Afrique.

48. La différence entre l'aide fournie pour des initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale des capacités et les autres initiatives est frappante. Seulement deux initiatives découlant de l'auto-évaluation nationale et près d'une centaine d'autres initiatives ont bénéficié d'un appui de la part de pays parties développés. Huit des 9 pays parties développés ayant communiqué des informations ont répondu à cette question.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins 90 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales concernées mettent en œuvre des plans, des programmes ou des projets spécifiques de renforcement des capacités liées à la DDTS.

49. Il a été demandé aux pays parties développés s'ils projetaient de fournir une assistance à un ou plusieurs pays parties touchés, ou sous-régions ou régions pour la mise en œuvre de plans, programmes ou projets spécifiques de renforcement des capacités liées à la DDTS.

50. Huit pays développés ont répondu à cette question, un ne l'a pas fait. Trois pays ont déclaré qu'ils ne comptaient pas fournir une telle assistance aux pays touchés dans les années à venir. Quatre ont dit qu'ils offriraient une telle assistance en 2012-2013 et 1 en 2014-2015: 2 prévoient de fournir une aide au plan mondial, 2 apporteront une assistance à l'Afrique en tant que région, 1 à l'Asie en tant que région et 1 à la Méditerranée septentrionale en tant que région. L'Asie de l'Est et l'Asie centrale, l'Afrique du Nord, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest bénéficieraient d'une aide en tant que sous-régions tandis que 9 pays africains (1 en Afrique centrale, 4 en Afrique du Nord et 4 en Afrique de l'Ouest) ainsi qu'un pays d'Asie de l'Est recevraient une assistance à titre individuel.

D. Fonds pour l'environnement mondial

51. Le FEM n'a pas répondu aux questions concernant le OO 4.

III. Conclusions

52. On peut dire que, malgré la médiocre qualité des données, la situation relative au OO 4 est globalement positive. De nombreuses initiatives en matière de renforcement des capacités sont mises en œuvre globalement. Dans la plupart des cas ces initiatives sont durables, les besoins dans ce domaine et les ressources correspondantes nécessaires sont évalués et – si la tendance observée se maintient – cet objectif devrait sans doute être atteint d’ici à 2014.

53. De toute évidence, les pays parties touchés et la communauté internationale (essentiellement le FEM et d’autres organisations multilatérales) attachent la plus grande importance au renforcement des capacités permettant de lutter contre la DDTS dans les pays touchés. À cet égard, la plupart de ces pays ont reçu une assistance de plusieurs sources. Dans la majorité des cas, cette assistance n’a pas été seulement financière mais aussi technique.

54. Il est difficile d’évaluer le niveau de l’assistance bilatérale car peu de pays développés ont fourni des chiffres sur cet indicateur. Néanmoins il apparaît que les institutions multilatérales jouent un rôle plus important.

55. Un tableau plus détaillé et plus exact de la situation pourrait être établi si les données du FEM étaient disponibles pour analyse. Ces données aideraient sans doute aussi à comprendre pourquoi les initiatives découlant de l’auto-évaluation nationale des capacités sont beaucoup moins nombreuses que les autres initiatives alors même que le FEM, qui a lancé et soutenu le processus d’auto-évaluation nationale, a été indiqué comme la principale source de financement et que la plupart des pays l’ont utilisé pour leur auto-évaluation.

56. Un autre aspect intéressant de cette analyse est qu’il n’est pas facile d’établir une corrélation claire entre l’intégration des besoins de ressources pour le renforcement des capacités dans un CII et le nombre d’initiatives. Dans certains cas cette intégration a donné lieu à un grand nombre d’initiatives, dans d’autres non. Étant donné que plus de la moitié des pays n’ont pas encore procédé à cette intégration, il serait utile d’examiner la question plus avant, peut-être grâce à des recherches détaillées qui permettraient de mieux ajuster l’aide supplémentaire à apporter aux pays parties touchés.

IV. Recommandations

57. Les recommandations préliminaires ci-après pourraient être examinées par les Parties à la onzième session du CRIC, en vue d’engager rapidement des consultations sur des projets de décisions qui seraient soumis à la Conférence des Parties pour examen à sa onzième session:

a) Les pays parties développés et les institutions internationales techniques et financières, en particulier le FEM, sont invités à fournir une aide supplémentaire aux pays parties touchés ayant déclaré que leur manque de capacités freinait la mise en œuvre efficace de la Convention, afin que l’objectif fixé dans la décision 13/COP.9 puisse être atteint d’ici à 2014;

b) Le FEM est invité à rendre compte de cet indicateur de résultats en fournissant les informations qui sont disponibles à son niveau;

c) Le secrétariat est prié de poursuivre les consultations avec le FEM afin de rationaliser l’assistance fournie via les auto-évaluations nationales des capacités, en vue de renforcer l’efficacité et l’utilité de ces évaluations;

d) Le Mécanisme mondial est invité à offrir une assistance plus poussée aux pays touchés pour les aider à évaluer leurs besoins financiers en matière de renforcement des capacités et à intégrer ces besoins dans un cadre d'investissement. Les pays qui souhaitent bénéficier d'une telle assistance sont invités à faire connaître leurs besoins au Mécanisme mondial;

e) Les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont invités à inscrire dans leurs programmes et plans de travail respectifs l'examen des présentes recommandations; ces programmes et plans de travail seront soumis pour examen à la onzième session de la Conférence des Parties, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif opérationnel 4 de la Stratégie.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures relating to the performance indicator under operational objective 4

List of figures

	<i>Page</i>
1. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Global)	16
2. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Global)	17
3. Support to capacity-building by institutions (Global)	19
4. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Africa)	20
5. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Africa)	21
6. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Asia)	23
7. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Asia)	24
8. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Latin America and the Caribbean)	25
9. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Latin America and the Caribbean)	26
10. Support to capacity-building by institutions (Africa)	28
11. Support to capacity-building by institutions (Asia)	29
12. Support to capacity-building by institutions (Latin America and the Caribbean)	30

List of tables

1. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Global)	16
2. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Global)	16
3. Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Global)	18
4. Number of countries with DLDD-specific capacity-building initiatives - National contribution to the target (Global)	18
5. Support to capacity-building by institutions (Global)	19
6. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Africa)	19
7. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Africa)	20
8. Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Africa)	22
9. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Asia)	22
10. Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Asia)	23
11. Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Asia)	24
12. Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Latin America and the Caribbean)	25

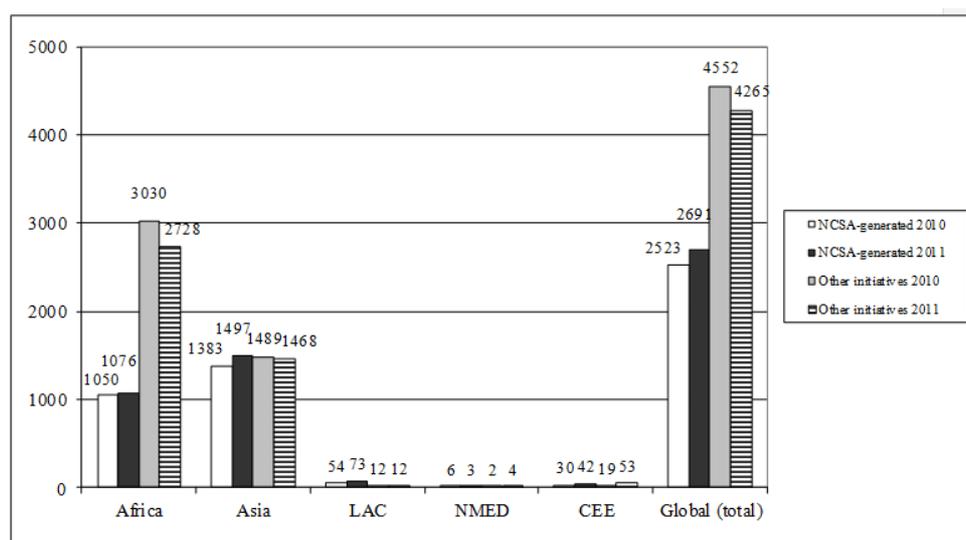
13.	Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Latin America and the Caribbean)	26
14.	Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Latin America and the Caribbean).....	27
15.	Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Northern Mediterranean).....	27
16.	Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Central and Eastern Europe)	27
17.	Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Central and Eastern Europe)	27
18.	Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Central and Eastern Europe)	28
19.	Support to capacity-building by institutions (Africa).....	28
20.	Support to capacity-building by institutions (Asia).....	29
21.	Support to capacity-building by institutions (Latin America and the Caribbean)	30
22.	Support to capacity-building by institutions (Northern Mediterranean)	30
23.	Support to capacity-building by institutions (Central and Eastern Europe)	31
24.	Number of DLDD-related capacity-building initiatives supported by developed country Parties.....	31
25.	Geographic distribution of assistance provided by developed country Parties to DLDD-related capacity-building initiatives	32

Table 1
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Africa	1 050	1 076	2 030	2 728
Asia	1 383	1 497	1 489	1 468
Latin America and the Caribbean	54	73	12	12
Northern Mediterranean.	6	3	2	4
Central and Eastern Europe	30	42	19	53
Global (total)	2 523	2 691	4 552	4 265

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 1
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Global)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NCSA = national capacity self-assessment, NMED = Northern Mediterranean.

Table 2
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Global)

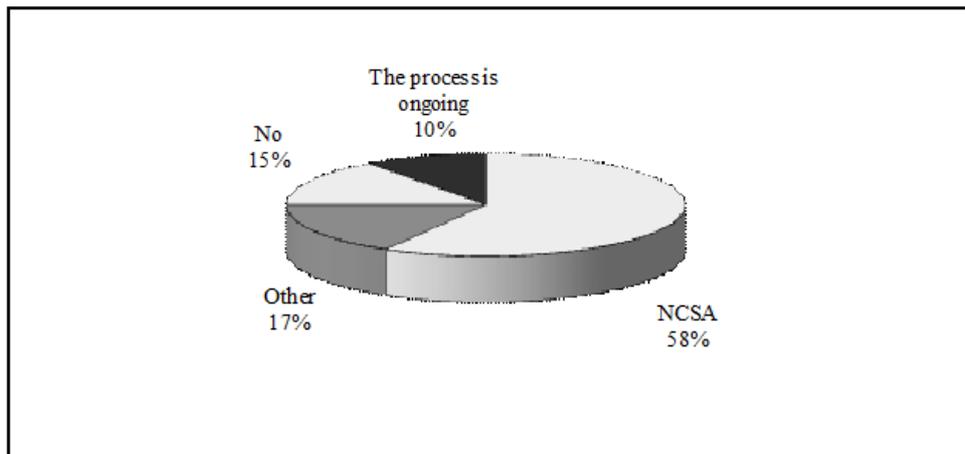
<i>Region</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>Process ongoing</i>
Africa	18	4	1	2
Asia	9	5	5	1
Latin America and the	5	1	2	1

<i>Region</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>Process ongoing</i>
Caribbean				
Northern Mediterranean	0	0	1	2
Central and Eastern Europe	3	0	0	0
Global	35	10	9	6

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 2

Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Global)



NCSA = national capacity self-assessment.

Table 3
Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Global)

<i>Region</i>	<i>Resource requirements assessed and included in an investment framework</i>	<i>Resource requirements assessed but not included in an investment framework</i>	<i>Resources necessary for capacity-building needs not assessed</i>
Africa	12	7	2
Asia	2	6	6
Latin America and the Caribbean	5	0	0
Northern Mediterranean	0	0	0
Central and Eastern Europe	2	1	0
Global (total)	21	14	8

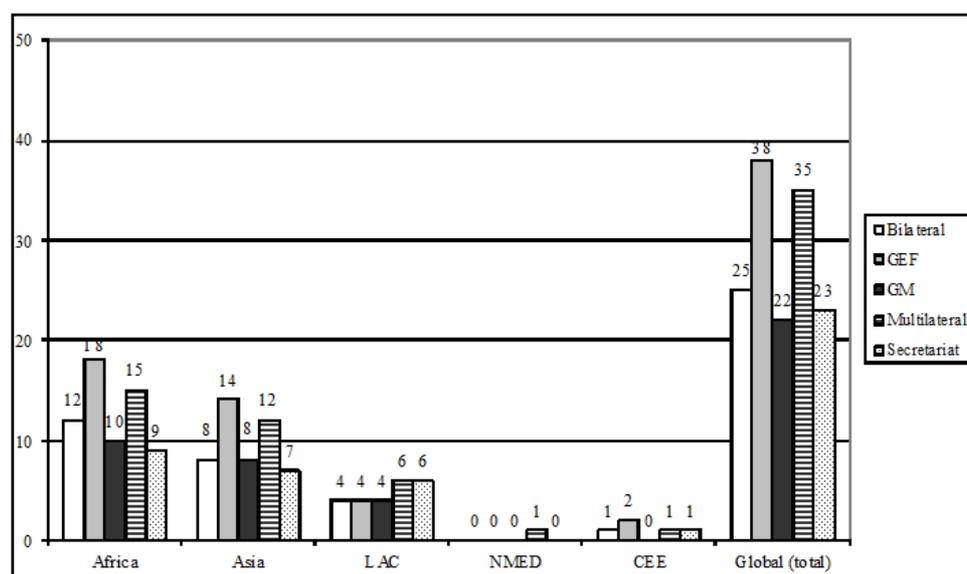
Table 4
Number of countries with DLDD-specific capacity-building initiatives – National contribution to the target (Global)

<i>Region</i>	<i>2008–2009</i>	<i>2010–2011</i>	<i>2008–2011</i>
Africa	31	18	36
Asia	21	17	26
Latin America and the Caribbean	15	8	20
Northern Mediterranean	2	2	3
Central and Eastern Europe	6	2	6
Global (total)	75	47	91

Table 5
Support to capacity-building by institutions (Global)

<i>Region</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Africa	12	18	10	15	9
Asia	8	14	8	12	7
Latin America and the Caribbean	4	4	4	6	6
Northern Mediterranean	0	0	0	1	0
Central and Eastern Europe	1	2	0	1	1
Global (total)	25	38	22	35	23

Figure 3
Support to capacity-building by institutions (Global)



CEE = Central and Eastern Europe, GEF = Global Environment Facility, GM = Global Mechanism, LAC = Latin America and the Caribbean, NMED = Northern Mediterranean.

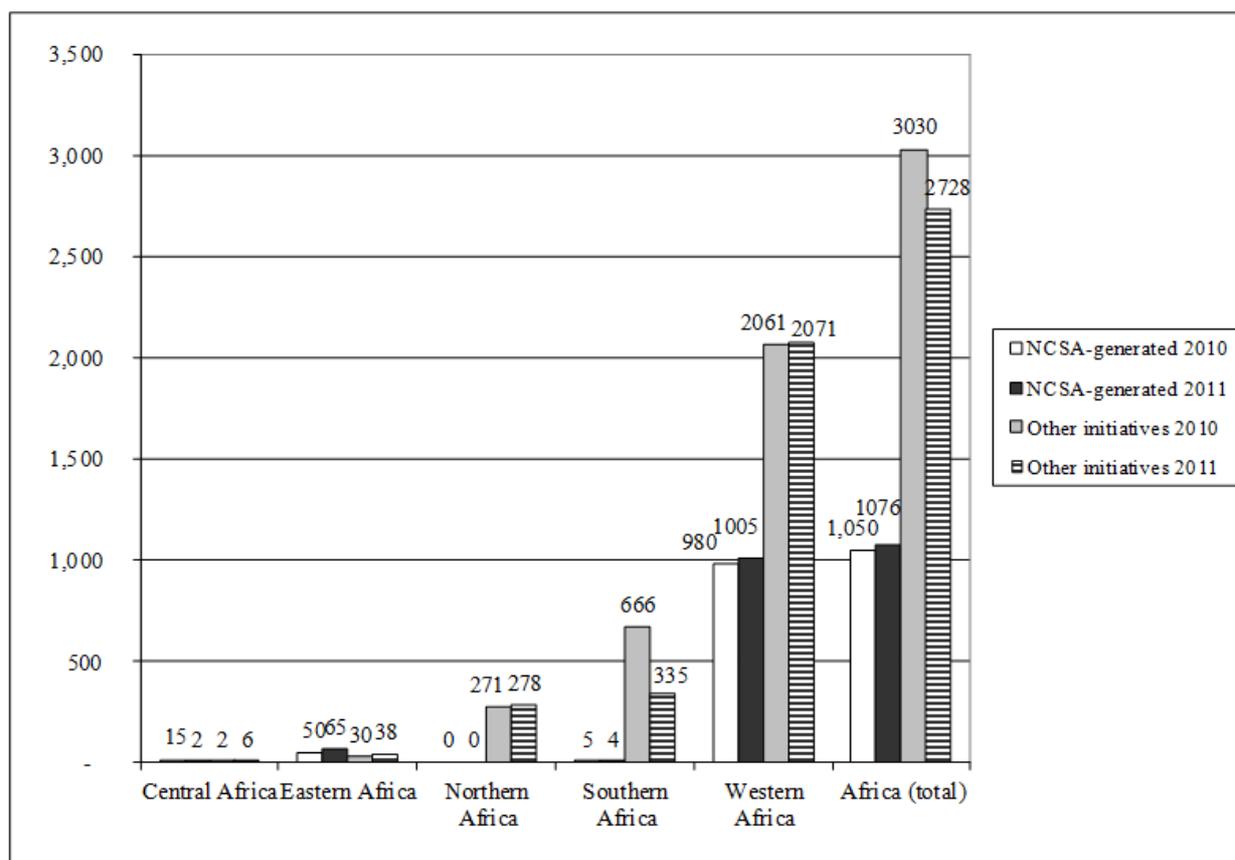
Table 6
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Central Africa	15	2	2	6
Eastern Africa	50	65	30	38
Northern Africa	0	0	271	278

<i>Subregion</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Southern Africa	6	4	666	335
Western Africa	980	1 005	2 061	2 071
Africa (total)	1 050	1 076	3 030	2 728

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 4
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Africa)



NCSA = national capacity self-assessment.

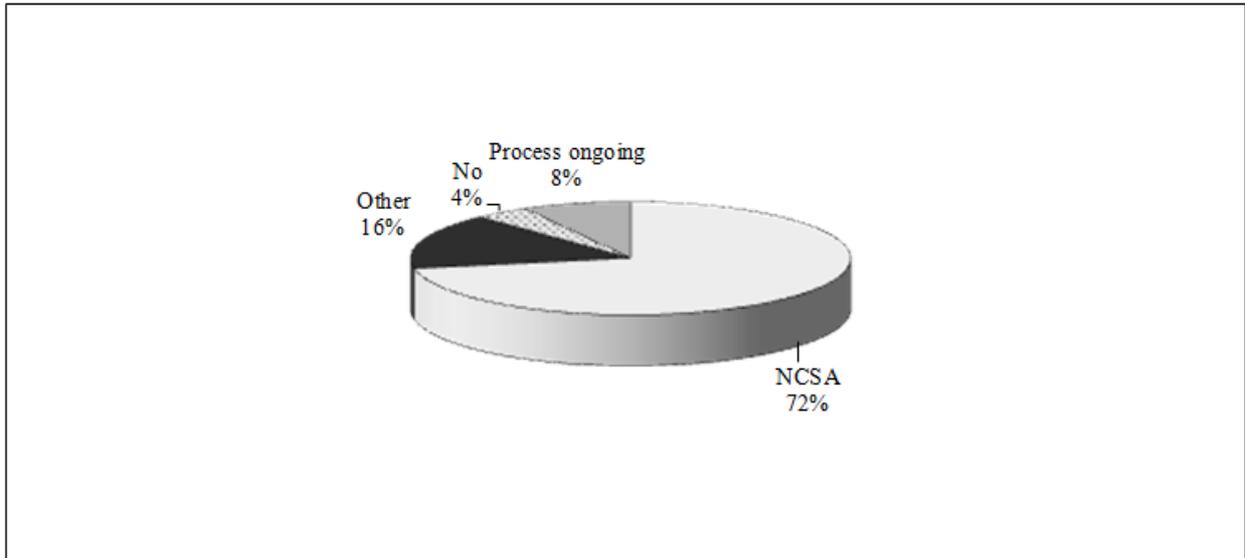
Table 7
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>Process ongoing</i>
Central Africa	6	0	0	0
Eastern Africa	0	2	0	0
Northern Africa	2	0	0	0
Southern Africa	4	0	1	1

<i>Subregion</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>Process ongoing</i>
Western Africa	6	2	0	1
Africa (total)	18	4	1	2

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 5
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Africa)



NCSA = national capacity self-assessment.

Table 8
Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Africa)

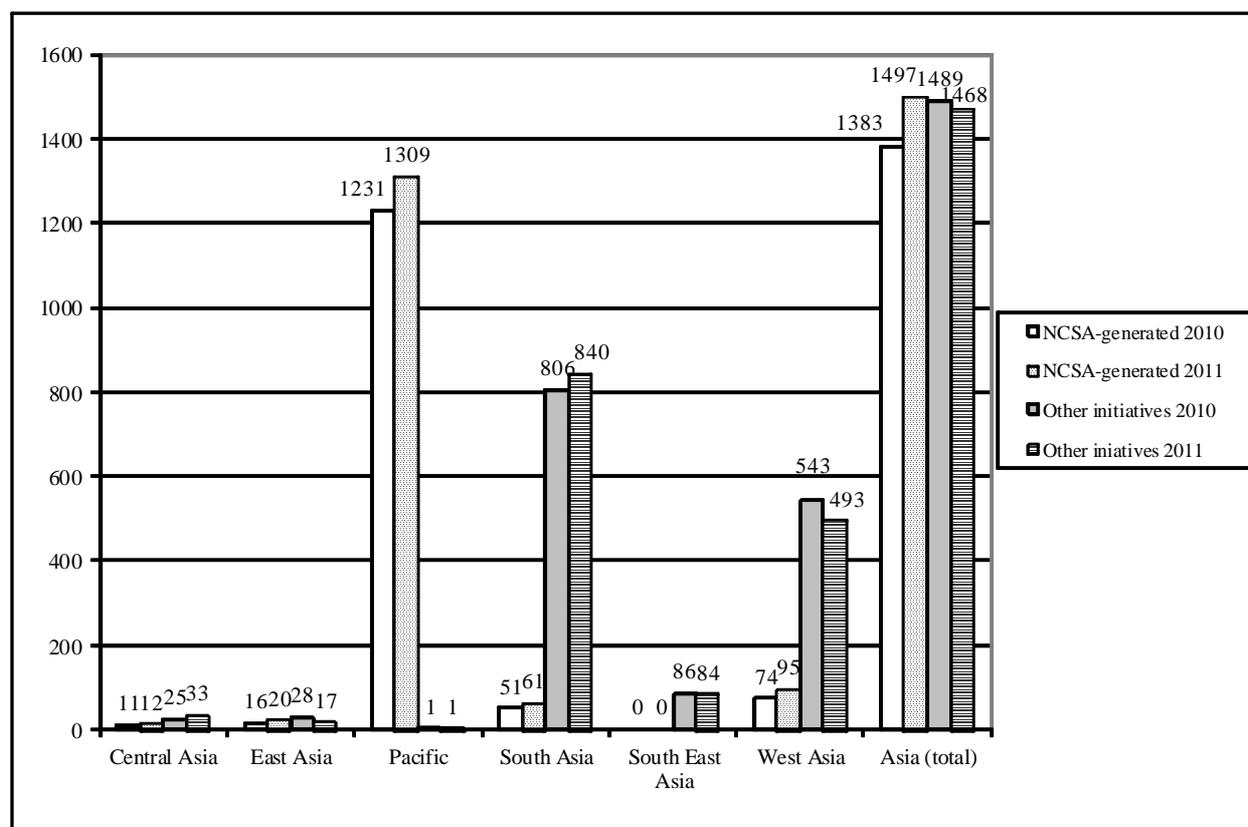
<i>Subregion</i>	<i>Resource requirements assessed and included in an investment framework</i>	<i>Resource requirements assessed but not included in an investment framework</i>	<i>Resources necessary for capacity-building needs not assessed</i>
Central Africa	3	2	1
Eastern Africa	2	0	0
Northern Africa	0	2	0
Southern Africa	3	1	0
Western Africa	4	2	1
Africa (total)	12	7	2

Table 9
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Central Asia	11	12	25	33
East Asia	16	20	28	17
Pacific	1 231	1 309	1	1
South Asia	51	61	806	840
South-East Asia	0	0	86	84
West Asia	74	95	543	493
Asia (total)	1 383	1 497	1 489	1 468

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 6
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Asia)



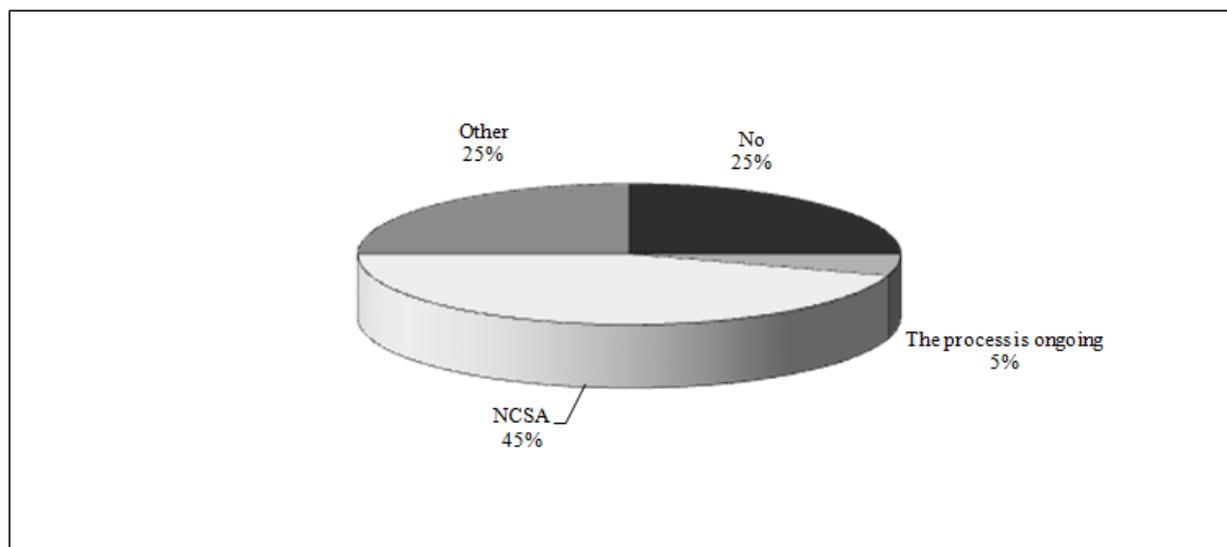
NCSA = national capacity self-assessment.

Table 10
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Asia)

Subregion	NCSA	Other	No	The process is ongoing
Central Asia	1	2	0	0
East Asia	0	1	1	0
Pacific	2	0	0	0
South Asia	2	1	2	0
South-East Asia	1	1	1	0
West Asia	3	0	1	1
Asia (total)	9	5	5	1

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 7
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Asia)



NCSA = national capacity self-assessment.

Table 11
Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs (Asia)

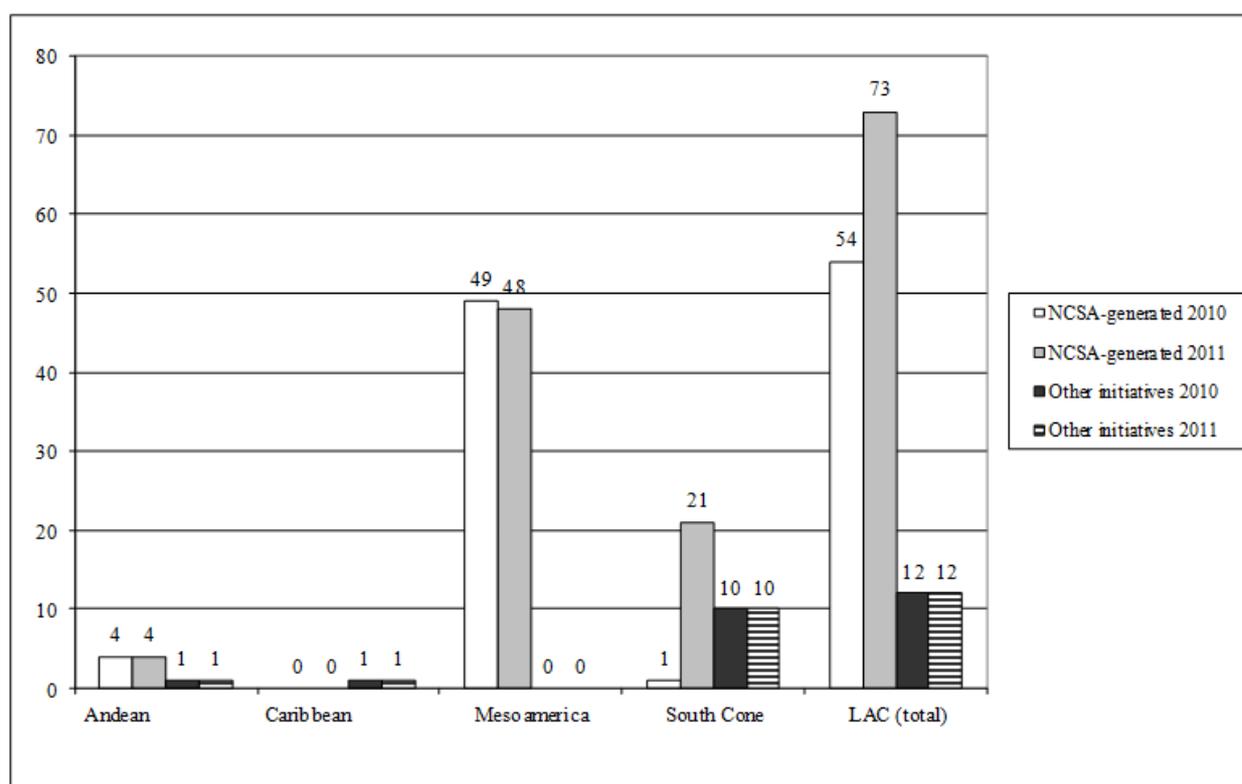
<i>Subregion</i>	<i>Resource requirements assessed and included in an investment framework</i>	<i>Resource requirements assessed but not included in an investment framework</i>	<i>Resources necessary for capacity-building needs not assessed</i>
Central Asia	1	1	1
East Asia	0	0	1
Pacific	0	1	1
South Asia	0	1	2
South-East Asia	1	1	0
West Asia	0	2	1
Asia (total)	2	6	6

Table 12
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Latin America and the Caribbean)

<i>Subregion</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Andean	4	4	1	1
Caribbean	0	0	1	1
Mesoamerica	49	48	0	0
South Cone	1	21	10	10
Latin America and the Caribbean (total)	54	73	12	12

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 8
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Latin America and the Caribbean)



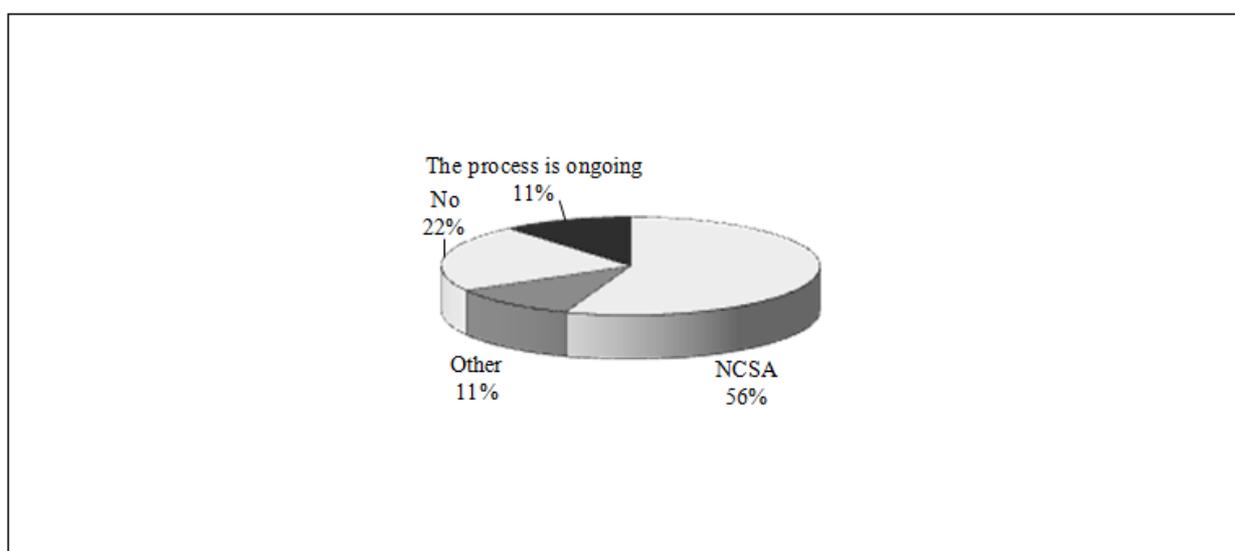
LAC = Latin America and the Caribbean, NCSA = national capacity self-assessment.

Table 13
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Latin America and the Caribbean)

<i>Subregion</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>Process ongoing</i>
Andean	2	0	1	0
Caribbean	1	0	0	0
Mesoamerica	0	0	1	1
South Cone	2	1	0	0
Latin America and the Caribbean (total)	5	1	2	1

NCSA = national capacity self-assessment.

Figure 9
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Latin America and the Caribbean)



NCSA = national capacity self-assessment.

Table 14
**Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs
(Latin America and the Caribbean)**

<i>Subregion</i>	<i>Resource requirements assessed and included in an investment framework</i>	<i>Resource requirements assessed but not included in an investment framework</i>	<i>Resources for capacity-building needs not assessed</i>
Andean	2	0	0
Caribbean	1	0	0
Mesoamerica	0	0	0
South Cone	2	0	0
Latin America and the Caribbean (total)	5	0	0

Table 15
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Northern Mediterranean)

<i>Region</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Northern Mediterranean (total)	6	3	2	4

NCSA = national capacity self-assessment.

Table 16
Number of DLDD-related capacity-building initiatives (Central and Eastern Europe)

<i>Region</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives in 2011</i>
Central and Eastern Europe (total)	30	42	19	53

NCSA = national capacity self-assessment.

Table 17
Assessment of DLDD-related capacity-building needs (Central and Eastern Europe)

<i>Region</i>	<i>NCSA</i>	<i>Other</i>	<i>No</i>	<i>The process is ongoing</i>
Central and Eastern Europe (total)	3	0	0	0

NCSA = national capacity self-assessment.

Table 18
**Assessment of resource requirements for DLDD-related capacity-building needs
 (Central and Eastern Europe)**

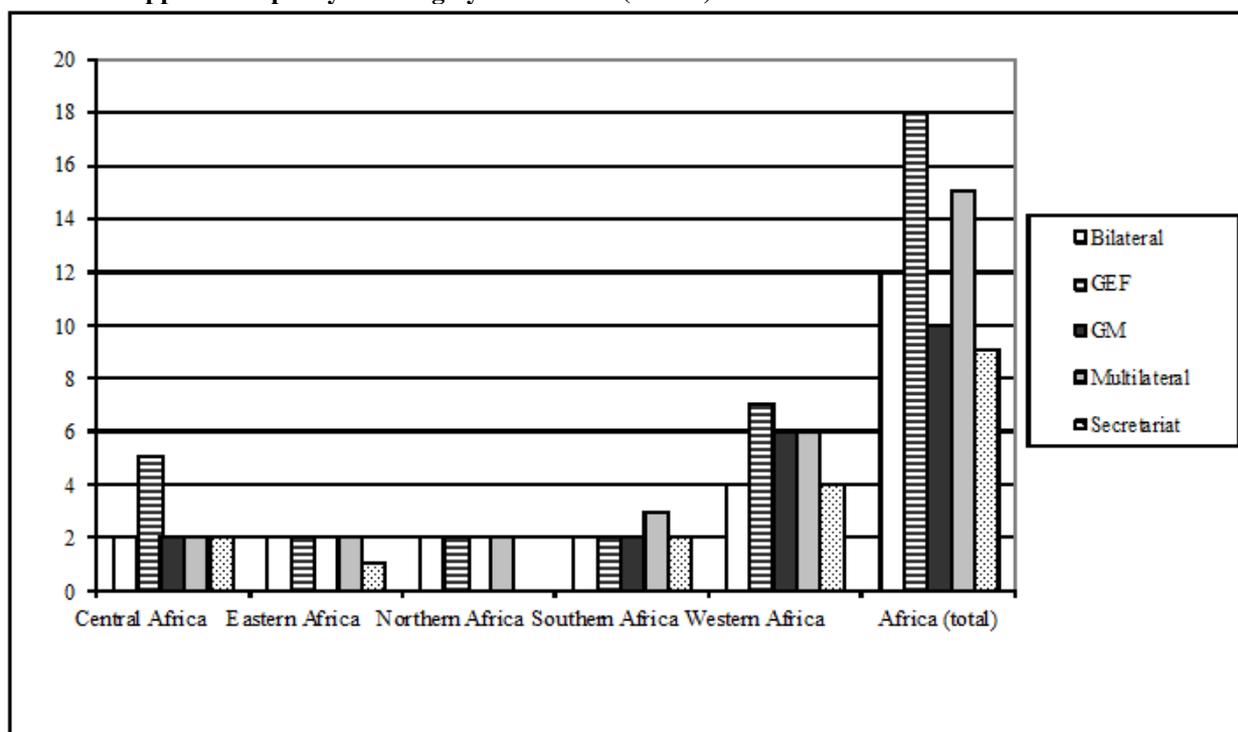
<i>Region</i>	<i>Resource requirements assessed and included in an investment framework</i>	<i>Resource requirements assessed but not included in an investment framework</i>	<i>Resources necessary for capacity-building needs not assessed</i>
Central and Eastern Europe (total)	2	1	0

NCSA = national capacity self-assessment.

Table 19
Support to capacity-building by institutions (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Central Africa	2	5	2	2	2
Eastern Africa	2	2	0	2	1
Northern Africa	2	2	0	2	0
Southern Africa	2	2	2	3	2
Western Africa	4	7	6	6	4
Africa (total)	12	18	10	15	9

Figure 10
Support to capacity-building by institutions (Africa)

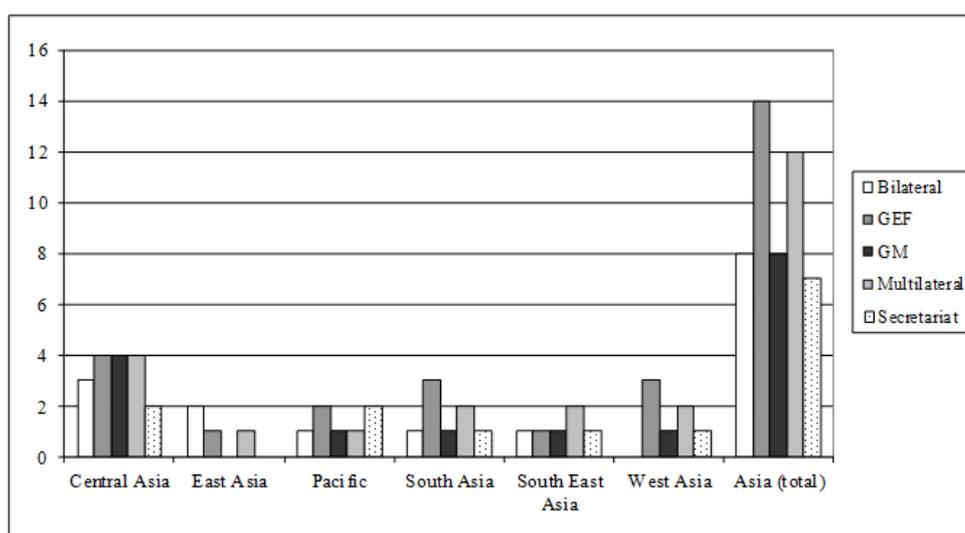


GEF = Global Environment Facility, GM = Global Mechanism.

Table 20
Support to capacity-building by institutions (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Bilateral</i>	Global Environment Facility	Global Mechanism	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Central Asia	3	4	4	4	2
East Asia	2	1	0	1	0
Pacific	1	2	1	1	2
South Asia	1	3	1	2	1
South-East Asia	1	1	1	2	1
West Asia	0	3	1	2	1
Asia (total)	8	14	8	12	7

Figure 11
Support to capacity-building by institutions (Asia)

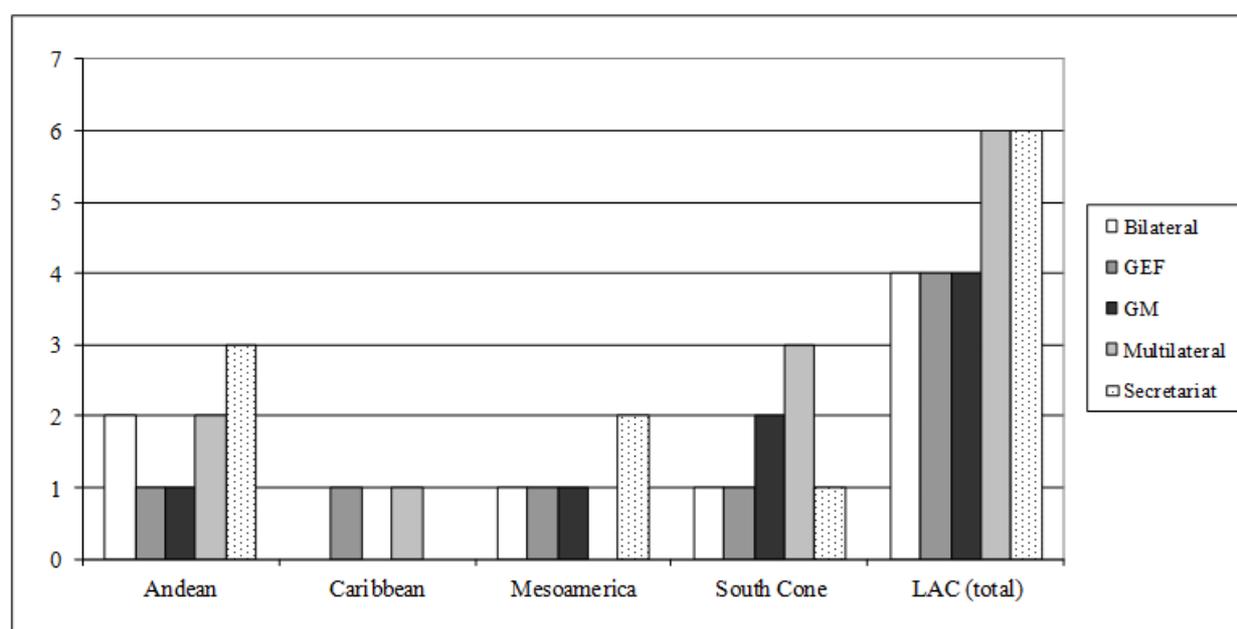


GEF = Global Environment Facility, GM = Global Mechanism.

Table 21
Support to capacity-building by institutions (Latin America and the Caribbean)

<i>Subregion</i>	<i>Bilateral</i>	Global Environment Facility	Global Mechanism	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Andean	2	1	1	2	3
Caribbean	0	1	0	1	0
Mesoamerica	1	1	1	0	2
South Cone	1	1	2	3	1
Latin America and the Caribbean (total)	4	4	4	6	6

Figure 12
Support to capacity-building by institutions (Latin America and the Caribbean)



GEF = Global Environment Facility, GM = Global Mechanism, LAC = Latin America and the Caribbean.

Table 22
Support to capacity-building by institutions (Northern Mediterranean)

<i>Region</i>	<i>Bilateral</i>	Global Environment Facility	Global Mechanism	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Northern Mediterranean (total)	0	0	0	1	0

Table 23
Support to capacity-building by institutions (Central and Eastern Europe)

<i>Region</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Secretariat</i>
Central and Eastern Europe (total)	1	2	0	1	1

Table 24
Number of DLDD-related capacity-building initiatives supported by developed country Parties

<i>Country Party</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives supported in 2010</i>	<i>Number of NCSA-generated capacity-building initiatives supported in 2011</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives supported in 2010</i>	<i>Number of other capacity-building initiatives supported in 2011</i>
Czech Republic	0	0	29	19
France	0	0	31	38
Germany	0	0	2	2
Italy	0	0	14	19
Netherlands	1	1	15	14
Portugal	0	0	1	0
Slovenia	1	1	0	0
Spain	-	-	-	-
Switzerland	0	0	6	6
Total	2	2	98	98

NCSA = national capacity self-assessment.

Table 25
**Geographic distribution of assistance provided by developed country Parties to
 DLDD-related capacity-building initiatives**

<i>Entity</i>	<i>Number of entities supported</i>
Africa	8 countries and 1 subregion and region
Central Africa	1
Eastern Africa	0
Northern Africa	2
Southern Africa	2
Western Africa	3 and subregion
Asia	10 countries and 3 subregions
Central Asia	4 and subregion
East Asia	1 and subregion
Pacific	0
South Asia	1 and subregion
South-East Asia	1
West Asia	3
Latin America and the Caribbean	1 country and region
Andean subregion	0
Caribbean	0
Mesoamerica	0
South Cone	1
Northern Mediterranean	2 countries
Central and Eastern Europe	3 countries
Global	2
Total	24 countries, 4 subregions, 2 regions and 2 worldwide